



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Macon

Mâcon, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sobotram Transports et Logistique

33 rue Paul Sabatier
71530 Crissey

Références : LW/NM/2024/M_249 Lettre recommandée avec AR N° 1A 214 117 2850 5
Code AIOT : 0005401481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement Sobotram Transports et Logistique implanté 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sobotram Transports et Logistique
- 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Crissey, exploite sur ce même territoire, une plate-forme logistique composée de six bâtiments de stockage (A, B, C/D, E, F et H), d'un bâtiment « messagerie », d'un atelier mécanique et d'une installation de distribution de carburant. L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2023-313-2 du 9 novembre 2023. Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R.511-11 du code de l'environnement. D'autre part, des servitudes d'utilité publique, visant à réglementer l'urbanisation autour du site, ont été actées par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2023-345-5 du 11 décembre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- NATECH
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Aires de mise en station des moyens aériens	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 3.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
3	Aires de stationnement des engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 3.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
7	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 6	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
10	Liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.2	Demande d'action corrective	60 jours
11	Defense extérieure contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/11/2023, article 12.10.4	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 3.2	Sans objet
4	Accès aux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	issues	article Annexe 2 - Point 3.4	
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 4	Sans objet
6	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 5	Sans objet
8	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.3	Sans objet
9	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été orientée sur la mise en service du nouveau bâtiment de stockage de produits comburants et de liquides inflammables et plus particulièrement sur le respect des dispositions constructives.

Lors de la visite d'inspection, 7 non-conformités ont été constatées sur les thèmes suivants :

- les aires :
 - de mise en station des engins aériens ;
 - de stationnement des engins ;
- le compartimentage ;
- les zones de quais de chargement/déchargement ;
- la défense extérieure contre l'incendie des cellules de stockage de liquides inflammables.

Une mise en demeure est proposée pour 5 des 7 non conformités constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens
Prescription contrôlée : Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"> • la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; • [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une voie engin sur la périphérie complète du nouveau bâtiment F, ainsi qu'un nouvel accès supplémentaire aux installations depuis la rue de

l'Argentique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aires de mise en station des moyens aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ; • soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. <p>Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%; • elle comporte une matérialisation au sol ; • aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; • la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; • [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a relevé une non-conformité en constatant l'absence de matérialisation au sol des aires de mise en station des moyens aériens.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Aires de stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. [...]</p>

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :
<ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; elle comporte une matérialisation au sol ; elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours [...]
Constats : L'inspection a relevé une non-conformité en constatant que le nouveau poteau d'incendie référencé VIR GR 41, positionner à l'arrière de places de stationnement, ne dispose pas d'une aire de mise en stationnement des engins matérialisée au sol et respectant les dispositions techniques prescrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 4 : Accès aux issues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des moyens
Prescription contrôlée : A partir de chaque voie engins ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs. [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence de portes doubles permettant un accès aux cellules, notamment sur la façade nord-ouest, dont la largeur est suffisamment dimensionnée pour permettre le passage de dévidoirs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Matériaux utilisés
Prescription contrôlée : Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. [...]
Constats :

<p>A la demande de l'inspection, préalablement à la visite, l'exploitant a transmis des éléments (justificatifs constructeur, attestation, certificat ou PV d'homologation, etc.) permettant de justifier de la conformité de ces dispositions constructives, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la structure béton (mur extérieurs, éléments support, poteaux, ...) ; • de la classe de résistance des isolants thermiques ; • de la classe Broof (t3) de la couverture. <p>L'exploitant a par ailleurs fourni une étude de non ruine en chaîne établie par la société BCS en date du 26 septembre 2024 justifiant le non effondrement vers l'extérieur de la structure du bâtiment durant toute la durée de l'étude de 3 heures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Matériaux utilisés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, préalablement à la visite, l'exploitant a transmis des éléments (justificatifs constructeur, attestation, certificat ou PV d'homologation, etc) permettant de justifier de la conformité de certaines dispositions techniques et constructives, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la surface utile (2 %) des exutoires de fumées ; • de la stabilité au feu des écrans de cantonnement ; • d'un document établi le 3 janvier 2024 par la société Aérolux justifiant de la réalisation des essais de bon fonctionnement de l'installation.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Compartimentage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Matériaux utilisés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...]</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p>

- Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. [...]
- [...];
- la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;
- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.

Constats :

A la demande de l'inspection, préalablement à la visite, l'exploitant a transmis des éléments (justificatifs constructeur, attestation, certificat ou PV d'homologation, etc.) permettant de justifier de la conformité de certaines dispositions techniques et constructives, en particulier de la résistance et du classement au feu des:

- parois séparatives (REI 120 et REI 180);
- des portes à fermeture automatique de marques Novoferme type C112 (EI 120) et Novoslides 240.1(EI 240) installées respectivement dans les parois REI 120 et REI 180;
- des autres portes de communication (2 portes piétons) de marques Novoferme type FMAX120 (EI 120);

Lors de la visite de terrain, l'inspection a relevé **les non-conformités** suivantes:

- la porte piétons située dans la paroi séparant les cellules F3 et F4 ne s'ouvre pas sur sa totalité, le premier niveau de stockage étant situé trop bas;
- la cellule F2 (qui a été conçue pour pouvoir éventuellement accueillir des liquides inflammables) dispose de parois séparatives REI 180 alors que la porte piétons située dans la paroi séparant les cellules F2 et F3 dispose d'un degré de résistance au feu EI 120;
- la paroi séparant les cellules F8 à F13 de la cellule F3 dispose d'un moyen fixe d'aspersion d'eau. La toiture n'est pas recouverte d'une bande de protection respectant les prescriptions techniques précitées sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des autres parois séparatives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

N° 8 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage comburant classe 1 et 2

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les cellules de stockages F4, F5, F6, F7, F12 et F13 une protection renforcée est mise en place au niveau du système d'extinction automatique d'incendie qui dispose d'un réseau d'extinction automatique dimensionné sur la base de 6 têtes. Les racks de stockage sont composés d'alvéoles pouvant contenir jusqu'à 4 palettes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription telle qu'elle est rédigée peut prêter à confusion. L'inspection clarifie la situation constatée.</p> <p>L'exploitant a indiqué dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, au travers de l'étude de danger, que la protection sprinkler des cellules de stockage de comburant de classe 1 et 2 disposera, conformément au chapitre 15.3.2.3.4.3 du référentiel NFPA 400 édition 2019, d'un réseau intermédiaire centré dans les racks à chaque niveau de stockage, et sera dimensionnée sur la base de 6 têtes en fonctionnement simultané (6 têtes sur 1 antenne).</p> <p>A la demande de l'inspection, préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le certificat de conformité au référentiel NFPA établi par la société Minimax le 13 mars 2024.</p> <p>Contrairement au stockage de comburant de classe 3, Il n'y a pas ici d'alvéoles spécifiques, chaque niveau de stockage dispose bien d'un réseau intermédiaire de protection sprinckler centré dans les racks.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Système d'extinction automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage comburant classe 3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les cellules F2, F8, F9, F10 et F11, une protection renforcée est mise en place au niveau du système d'extinction automatique d'incendie. Les racks de stockage sont composés d'alvéoles pouvant contenir jusqu'à 4 palettes. Chaque alvéole de chaque niveau de stockage est protégée par un écran sur 5 de ces faces (la sixième permet l'accès aux palettes) et dispose d'un réseau d'extinction automatique dimensionné sur la base de 12 têtes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription telle qu'elle est rédigée peut prêter à confusion. L'inspection clarifie la situation constatée.</p> <p>L'exploitant a indiqué dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, au travers de l'étude de danger, que la protection sprinkler des cellules de stockage de comburant de classe 3 sera, conformément au chapitre 15.3.2.4.13.5 du référentiel NFPA 400 édition 2019, dimensionnée sur la base de 12 têtes en fonctionnement (6 têtes sur 2 antennes).</p> <p>A la demande de l'inspection, préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le certificat de conformité au référentiel NFPA établi par la société Minimax le 13 mars 2024.</p> <p>Les alvéoles évoquées ci-dessus disposent de 8 têtes et non de 12, conformément à l'étude de dangers. Il convient de modifier la prescription.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Quais de chargement/déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de mise à quai situées devant les cellules B2, E4 et F1 dédiées au stockage de liquides inflammables sont isolées des autres zones de mises à quai par un rebord type bordure parpaing pour contenir une éventuelle nappe de liquides inflammables et éviter la propagation, via une nappe enflammée, vers les autres quais et véhicules stationnant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la cellule F1, l'inspection relève une non-conformité en constatant que l'isolement de la zone de quais de cette cellule, par la mise en œuvre d'un rebord type bordure parpaing, n'a pas encore été réalisé. L'inspection relève toutefois que cette cellule de stockage de liquide inflammables n'a pas encore été mise en service.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a confirmé que pour compléter ce dispositif constructif, le site sera équipé d'une turbine d'extinction mobile de type MXone de la marque Minimax.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justificatifs de la bonne exécution des travaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Defense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/11/2023, article 12.10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens spécifiques liquides inflammables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque cellule de stockage de liquides inflammables est équipée d'une canalisation périphérique disposée à environ 1,5 m du sol alimentant plusieurs déversoirs à mousse bas foisonnement. Ce dispositif complémentaire dispose d'une réserve d'eau d'un volume de 500 m³ associée à un groupe motopompe de 750 m³/h et dispose d'une réserve d'émulseur de 15 m³. Ce dispositif est opérationnel dans les 12 mois suivant la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la cellule F1, l'inspection relève une non-conformité en constatant que les travaux nécessaires à la mise en œuvre de ces équipements ne seront pas réalisés avant le 9 novembre 2024. Le devis correspondant aux travaux de l'ensemble des cellules de stockage de liquides inflammables a été présenté à l'inspection, il est en cours de finalisation.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justificatifs de la bonne exécution des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours